



## Palais universitaire, ou salle des fêtes ?

La rentrée de septembre 2010 s'est effectuée au Palais universitaire dans des conditions de travail à ce point dégradées, qu'on se demande s'il ne s'agit pas d'une politique délibérée visant à chasser les usagers légitimes de ce lieu chargé d'histoire.

Ces deux dernières années ont vu se multiplier les soirées organisées dans le cadre prestigieux et classé de l'Aula du Palais Universitaire, au prétexte de faire rentrer des fonds pour entretenir un bâtiment coûteux. Depuis la rentrée, la politique de location du Palais Universitaire a connu une intensification, à tel point qu'il n'est plus une semaine où l'Aula n'accueille pas une soirée de gala ou des festivités quelconques, quand ce ne sont pas deux « événements » hebdomadaires (ainsi le mardi 28 septembre, puis le vendredi 1<sup>er</sup> octobre). Or l'organisation de ces festivités, dont la préparation s'étend parfois sur plusieurs journées, est une cause incessante de pollution sonore et de dangers pour les personnels et les étudiants qui travaillent et mènent leurs études dans ce bâtiment.

Ainsi, lundi 27 septembre, un étudiant de licence d'histoire assis dans l'Aula a été légèrement blessé à la tête par la chute, depuis la corniche du premier étage, d'un projecteur qui avait été malencontreusement lâché par un technicien en opération, selon ses mots, de « sécurisation » du matériel. On craint d'imaginer ce qui serait arrivé si la trajectoire de l'objet avait été différente de 5 cm... Cet accident a d'ailleurs fait l'objet d'un rapport détaillé de la victime et de deux témoins, transmis au Président d'Université sous couvert du directeur de la Faculté des sciences historiques. Les ouvriers portant significativement des casques antibruit, semblent ignorer, faute d'information et de formation, l'environnement spécifique dans lequel ils travaillent. Ainsi, jeudi 30 septembre, le vacarme produit par le montage d'une scène métallique était tel que le directeur de la Faculté des Sciences historiques, a dû interrompre une soutenance de thèse pour exiger le silence afin de pouvoir procéder à cette activité universitaire tout à fait ordinaire. Et l'on n'évoquera même pas ici les bibliothèques ou les dizaines de cours et de TD qui durant la même journée ont dû subir en continu ces bruits de forge. Enfin, ce lundi 4 octobre, les cours et les enseignements qui devraient avoir lieu au Palais Universitaire seront au mieux délocalisés, au pire faute de salles disponibles sur le campus, reportés voire annulés pour permettre la tenue d'une nouvelle soirée. La bibliothèque de premier cycle a en outre dû fermer ses portes deux heures plus tôt, contraignant ainsi nombre d'étudiants à trouver un autre lieu de travail, alors que l'on est à un mois des écrits du CAPES. Il semblerait d'ailleurs que dans de telles circonstances, on fasse bien peu de cas de la continuité du service public et du fait que l'on réduise *de facto* d'un douzième certains enseignements de ce semestre.

Alors que les ouvriers ne manquent certes pas pour préparer les réjouissances au rez-de-chaussée, au premier étage, enseignants d'histoire moderne et contemporaine n'ont plus de bureau où travailler et recevoir les étudiants ; pire, l'accès des deux bibliothèques, centres vitaux de chaque Institut, est condamné et des livres ont été endommagés par des travaux suspendus de manière inexplicable. Depuis l'accident de projecteur, dont aucun membre de notre communauté n'est responsable, on empêche en outre tout un chacun de circuler librement dans l'Aula, cœur de notre bâtiment.

Passons sur l'étrangeté de livrer un monument historique protégé à des événements sans doute peu respectueux de sa protection, tâchons d'éviter un signalement aux Monuments historiques. Passons sur l'initiative étrange de commercialiser un lieu qui est entré dans l'Histoire en 1949 en accueillant la session de fondation du Conseil de l'Europe. Le collectif universitaire veut bien essayer de comprendre la nécessité de diversifier les revenus de notre institution, en dépit des milliards annoncés du Plan Campus. Mais il *doit* y avoir une

compensation, sensible, à la hauteur, pour les étudiants, les personnels administratifs et techniques, et les enseignants-chercheurs.

Nous exigeons des conditions de travail respectueuses de nos activités. Les gênes permanentes auxquelles nous sommes confrontés sont en contradiction totale avec l'exigence d'excellence qu'affiche l'Université de Strasbourg. Les personnels doivent pouvoir s'adonner correctement aux tâches qui leur sont confiées. Les BIATOSS n'ont pas à être soumis à une surcharge de travail pour la remise en état des lieux les lendemains de fête (même mené par des équipes extérieures, le nettoyage est souvent loin d'être complet). Les étudiants ont le droit de pouvoir suivre des enseignements dans un cadre tranquille et sécurisé. Les enseignants-chercheurs doivent pouvoir enseigner dans la sérénité, mener leurs recherches en bibliothèque dans le calme, recevoir dignement les étudiants.

Nous *demandons* au Président Alain Beretz de surseoir à toutes les activités locatives du Palais Universitaire durant les semaines de cours et d'examen.

Nous *exigeons* la mise en œuvre immédiate des travaux au premier étage.

Nous *exigeons* l'octroi d'un budget spécial de nettoyage des livres endommagés dans la bibliothèque d'Histoire Moderne, actuellement sous des centimètres de poussière de plâtre.

Nous *exigeons* le réinvestissement intégral des sommes obtenues dans l'extension des heures d'ouverture (21h en semaine, 18h le samedi) et dans l'embauche d'agents de nettoyage et de sécurité qui seraient enfin en mesure de faire dignement leur travail.

Faute de quoi, il se pourrait que la communauté universitaire ne prenne plus sur elle, et que les appels à la conscience professionnelle et au dévouement qui la caractérisent ne fassent qu'approfondir le fossé qui se creuse avec une présidence qui semble ignorer les difficultés d'exercice de nos métiers. Les médias locaux et nationaux seront sans doute très intéressés par des pratiques peu compatibles, on en conviendra, avec l'image de « plus grande université française » revendiquée par l'UDS.

SUD éducation UdS  
SUD étudiant

*avec le soutien de*  
SNESup-FSU,  
SNPREES-FO,  
SNASUB-FSU,  
SNRTS-CGT,  
SES-CGT.